

vivres sont aussi essentielles que les armes. Ceux qui ne veulent pas que le Canada participe à la guerre afin de protéger ses propres frontières et d'occuper sa place dans le Commonwealth des nations britanniques devraient se demander s'ils sont en même temps prêts à s'exposer à ne plus pouvoir à l'avenir faire d'échanges commerciaux au sein de l'Empire. Voilà une situation fort étrange, surtout quand il s'agit de membres d'un parti dont l'unique principe politique et toute l'organisation sont fondés sur l'exportation. Or, maintenant que la guerre existe, ils ne veulent plus y participer.

Je suis né en Angleterre. Ma mère s'y trouve encore ainsi que deux de mes sœurs. Elles se trouvent dans l'un des plus grands centres industriels de ce pays. Lorsque notre pays sera en guerre et lorsque la conscription de la richesse sera établie, je serai prêt, en ma qualité de citoyen canadien, à faire mon devoir et à revêtir l'uniforme pour mon pays, le Canada. Mais, monsieur l'Orateur, nous devrions toujours hésiter à mobiliser les hommes et à permettre à la haute finance de profiter du conflit pour faire des affaires d'or.

Je lisais, l'an dernier, un rapport sur l'industrie des munitions dressé par un comité du Congrès des Etats-Unis. Ce rapport démontrait que la guerre avait rapporté des millions à cette industrie. A quoi bon revenir là-dessus quand l'heure du conflit est arrivée? Ces vautours sont maintenant rendus chez nous et ils tireront tout le parti possible de la situation. La vie humaine ne compte pas pour ces gens-là. Nous soutenons qu'il doit y avoir égalité dans les sacrifices et cela signifie que la haute finance, l'industrie et les individus devront s'imposer des sacrifices égaux.

L'honorable député de Rivière-de-la-Paix (M. Pelletier) a dit que la conscription favorisait l'ouvrier. Ce qu'il a voulu dire, c'est que quand vient la guerre, on supprime l'assistance publique quelle qu'elle soit et que pour forcer les hommes à s'enrôler, il suffit de leur ôter tout moyen de subsistance. Les pauvres iront à la guerre; c'est ce qu'ils ont toujours fait. Et aussi, ils ont toujours été dédaignés.

A mon avis, ce serait, à l'heure actuelle, commettre la plus grande erreur possible que d'adopter des demi-mesures quant à notre participation à la guerre. Quand on s'engage dans un conflit c'est pour remporter la victoire et, par conséquent, nous devrions mettre à contribution toutes les ressources de notre pays sans en excepter une seule. Et c'est la haute finance qu'il faudrait mobiliser en premier. J'espère que, lorsque cette question sera discutée sur les tribunes politiques, nos adversaires n'insisteront pas sur la conscription des hommes tout en passant sous silence la mobilisation de la haute finance. Nous le disons

sans ambages, il faut que la conscription atteigne la haute finance, l'industrie et les hommes.

Je passe maintenant à une autre question. On devrait donner quelque garantie à ceux qui seront enrôlés, en qualité de volontaires ou de conscrits, à l'effet qu'ils seront mieux traités après cette guerre que ne l'ont été les vétérans de la dernière. Dans ma circonscription, il y a un homme qui a perdu sa ferme cette semaine, ferme qu'il avait achetée en vertu de la loi d'établissement des soldats. Cet homme a servi quatre ans outre-mer, et est père de quatre enfants. Il a abattu les arbres sur sa ferme et a défriché 80 acres de terre en vingt ans. Et cependant, il a perdu sa ferme. Est-ce juste? Il n'avait pas de pension, en dépit d'appels, parce que quelque nigaud du département là-bas ne prisait pas sa politique. Quelqu'un demande la tolérance. Eh bien, si l'on veut des preuves à l'appui de ce que j'avance je puis en donner, et si je prouve que c'est vrai je prierai mes honorables collègues de m'aider à mettre fin à cet état de choses.

Mon groupe appuiera la motion ainsi que le Gouvernement. Nous croyons que la guerre sera longue et plus terrible que la dernière, mais nous devrions l'entreprendre dans l'union, avec la détermination de rayer de l'univers ceux qui n'ont pas voulu entendre raison et ne connaissent que la force. Le meilleur moyen d'attendre ce but est d'avoir recours à toutes les ressources du pays.

L'hon. J. E. LAWSON (York-Sud): Monsieur l'Orateur, les exigences de la guerre demandent que les travaux de la Chambre avancent le plus rapidement possible. Je serai donc très bref. J'ai l'intention de voter en faveur de la motion, parce qu'elle demande que le Canada assiste la Grande-Bretagne et les démocraties. Quand il a exposé la politique du Gouvernement le premier ministre (M. Mackenzie King) a déclaré dans cette enceinte, au sujet de la conscription, ce qui suit:

Le Gouvernement actuel ne présentera aucune mesure de cette nature.

Afin d'éviter tout malentendu sur l'approbation que je désire donner à la motion, je prends simplement la parole pour déclarer que mon vote ne signifiera pas mon approbation de la politique indiquée dans les paroles que je viens de citer.

(L'amendement de M. Lacombe n'est pas adopté.)

M. l'ORATEUR: La Chambre est appelée à se prononcer sur la motion principale. Ceux qui sont en faveur de la motion principale voudront bien dire: "Oui".

Des VOIX: Oui.